

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 21 (1921)

Rubrik: Décembre 1921

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

4 décembre
1921

Revision de la Constitution

dans le sens de

l'élévation des compétences financières du Grand Conseil et du Conseil-exécutif

(art. 6, n° 4, et art. 26, n° 9).

Le Grand Conseil du canton de Berne

décète :

1° L'art. 6, n° 4, de la Constitution reçoit la teneur suivante : *

„4° les décisions du Grand Conseil qui emportent une dépense totale de plus d'un **million** de francs pour le même objet.“

2° L'art. 26, n° 9, de la Constitution est modifié ainsi qu'il suit :

„9° Il décrète les dépenses qui sont supérieures à **trente mille** francs pour le même objet et qui n'excèdent pas la somme prévue à l'art. 6, n° 4.“

Berne, le 22 septembre 1921.

Au nom du Grand Conseil :

Le 1^{er} vice-président,

Grimm.

Le chancelier,

Rudolf.

* Les modifications sont imprimées en caractères gras.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

4 décembre
1921

Vu les procès-verbaux de la votation populaire du
4 décembre 1921,

constate et fait savoir:

L'arrêté portant revision de la Constitution dans le
sens de l'élévation des compétences financières du Grand
Conseil et du Conseil-exécutif a été adopté par 32,191 voix
contre 25,075, soit à une majorité de 7116 voix.

Il sera dès lors inséré au Bulletin des lois.

Berne, le 15 décembre 1921.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président,

Burren.

Le substitut du chancelier,

Stähli.

4 décembre
1921

Revision de la Constitution
dans le sens de la
simplification de l'administration de district
(art. 10, 11, 45, 46, 47, 56 et 57).

Le Grand Conseil du canton de Berne,
Sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède :

La Constitution cantonale est modifiée ainsi qu'il suit: *

Art. 10. Les pouvoirs administratif et judiciaire sont séparés à tous les degrés de l'administration de l'Etat.

Les art. 45, paragr. 2, et 49 sont réservés.

Art. 11. Ne peuvent être occupées par la même personne :

1° Une fonction administrative et une fonction judiciaire; sont réservées, les fonctions de juge au Tribunal administratif (art. 40, paragr. 2);

2° deux fonctions administratives ou judiciaires dont l'une serait subordonnée à l'autre.

L'art. 45, paragr. 2, est réservé.

La loi détermine les autres cas dans lesquels le cumul de plusieurs fonctions n'est pas permis.

Art. 45. Il est nommé **ordinairement** un préfet pour chaque district.

* Les modifications sont imprimées en caractères gras.

Le Grand Conseil peut, par décret, déléguer pour certains districts les fonctions de préfet au président de tribunal.

4 décembre
1921

Il peut de même, par décret, organiser d'une manière spéciale la préfecture du district de Berne.

La durée des fonctions des préfets est de quatre ans.

Lorsqu'une place de préfet devient vacante dans l'intervalle, elle est repourvue pour le reste de la période.

Art. 46. Le préfet est nommé par les électeurs du district.

L'art. 45, paragr. 2, est réservé.

Art. 47. Sous la direction du Conseil-exécutif, le préfet pourvoit dans son district à tout ce qui est d'ordre exécutif et administratif, de même qu'à la police.

La loi déterminera d'une manière plus spéciale ses attributions.

L'art. 45, paragr. 2, est réservé.

Art. 56. Dans les districts, le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux de district et par les présidents de ces tribunaux.

Le Grand Conseil peut, par décret, déléguer à un seul et même fonctionnaire les charges de président de tribunal de plusieurs districts.

Art. 57. Le président ainsi que les membres et les suppléants ordinaires des tribunaux de district sont nommés par les électeurs du district.

S'il n'est institué qu'un président de tribunal pour plusieurs districts, en conformité de l'art. 56, paragr. 2, la nomination en est faite par les électeurs de ces districts.

La durée des fonctions est de quatre ans.

Les élections complémentaires qui ont lieu dans l'intervalle sont faites pour le reste de la période.

4 décembre
1921

Disposition transitoire
(à introduire à la fin du titre III).

Les fonctionnaires de district actuellement en charge dont les postes seront supprimés par exécution des art. 45, paragr. 2, et 56, paragr. 2, peuvent les conserver jusqu'au terme de leur période de fonctions et sont rééligibles pour une nouvelle période encore.

Berne, le 21 septembre 1921.

Au nom du Grand Conseil:

Le 1^{er} vice-président,
Grimm.

Le chancelier,
Rudolf.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu les procès-verbaux de la votation populaire du
4 décembre 1921,

constate et fait savoir:

L'arrêté portant revision de la Constitution dans le sens de la simplification de l'administration de district a été adopté par 32,371 voix contre 24,369, soit à une majorité de 8002 voix.

Il sera dès lors inséré au Bulletin des lois.

Berne, le 15 décembre 1921.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président,
Burren.

Le substitut du chancelier,
Stähli.

LOI

4 décembre
1921

portant

**élévation des limites de valeur en matière pénale
et modification de l'art. 523 du Code de procédure
pénale.**

Le Grand Conseil du canton de Berne,
Sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète :

Article premier. Dans tous les cas où le Code pénal et d'autres dispositions pénales de lois, décrets et ordonnances du canton actuellement en vigueur graduent les peines selon des valeurs déterminées, les limites de celles-ci sont portées au double.

Art. 2. L'art. 523 du Code de procédure pénale est modifié en ce sens que dix francs d'amende, ou une fraction de cette somme, compteront pour un jour de prison et que le jour de travail sera compté à raison de dix francs également.

Art. 3. La présente loi entrera en vigueur après son acceptation par le peuple.

Elle sera applicable aussi à tous les cas pendant lors de son entrée en vigueur. Les affaires qui se trouveront à ce moment-là entre les mains d'un juge

4 décembre 1921 ou d'un tribunal déterminé, seront vidées par lui, mais il ne pourra y être appliqué que les peines correspondant aux nouvelles limites de valeur statuées ci-dessus.

Berne, le 10 mai 1921.

Au nom du Grand Conseil:

Le président,

Ramstein.

Le chancelier,

Rudolf.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu les procès-verbaux de la votation populaire du 4 décembre 1921,

constate et fait savoir:

La loi portant élévation des limites de valeur en matière pénale et modification de l'art. 523 du Code de procédure pénale a été adoptée par 36,142 voix contre 19,730, soit à une majorité de 16,412 voix.

Elle sera dès lors insérée au Bulletin des lois.

Berne, le 15 décembre 1921.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président,

Burren.

Le substitut du chancelier,

Stähli.

Arrêté

concernant

12 décembre
1921

les résultats du recensement de la population de 1920.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

En exécution de l'art. 19 de la Constitution cantonale;

Sur la proposition de la Direction de l'intérieur,

arrête:

Article premier. Les chiffres suivants sont reconnus comme résultat officiel du recensement du 1^{er} décembre 1920, tels qu'ils ont été arrêtés définitivement par l'autorité fédérale, savoir:

Districts et communes.

	<i>Aarberg.</i>	Population domiciliée	Population de fait
1. Aarberg		1,580	1,729
2. Bargaen		708	693
3. Grossaffoltern		1,884	1,863
4. Kallnach		1,287	1,285
5. Kappelen		841	827
6. Lyss		3,417	3,402
7. Meikirch		858	862
8. Niederried p. K.		295	295
9. Radelfingen		1,443	1,407
10. Rapperswil		1,660	1,681
11. Schüpfen		2,348	2,337
12. Seedorf		2,854	2,794
		<u>19,175</u>	<u>19,155</u>

12 décembre
1921

<i>Aarwangen:</i>		Population domiciliée	Population de fait
1. Aarwangen		1,909	1,898
2. Auswil		548	542
3. Bannwil		625	625
4. Bleienbach		748	750
5. Busswil p. M.		281	276
6. Gondiswil		1,088	1,087
7. Gutenberg		71	71
8. Kleindietwil		473	468
9. Langenthal		6,280	6,337
10. Leimiswil		597	588
11. Lotzwil		1,605	1,648
12. Madiswil		1,996	1,991
13. Melchnau		1,371	1,366
14. Obersteckholz		493	489
15. Oeschenbach		396	394
16. Reisiswil		296	299
17. Roggwil		2,651	2,634
18. Rohrbach		1,578	1,569
19. Rohrbachgraben		529	533
20. Rütshelen		541	541
21. Schwarzhäusern		392	393
22. Thunstetten		1,589	1,572
23. Untersteckholz		260	257
24. Ursenbach		1,155	1,132
25. Wynau		1,310	1,319
		<u>28,782</u>	<u>28,779</u>

Berne:

1. Berne	104,626	105,585
2. Bolligen	7,059	7,036
3. Bremgarten p. B.	1,034	1,030
4. Kirchlindach	1,131	1,137

A reporter 113,850 114,788

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
5. Köniz		9,010	9,012	
6. Muri p. B.		2,435	2,442	
7. Oberbalm		1,044	1,043	
8. Stettlen		825	836	
9. Vechigen		2,714	2,714	
10. Wohlen p. B.		3,051	3,037	
11. Zollikofen		2,223	2,206	
		135,152	136,078	
<i>Bienne:</i>				
1. Bienne		34,599	34,572	
2. Evilard		816	849	
		35,415	35,421	
<i>Büren:</i>				
1. Arch		726	721	
2. Büetigen		507	503	
3. Büren s. A.		2,252	2,261	
4. Busswil p. B.		584	585	
5. Diessbach		791	795	
6. Dotzigen		762	761	
7. Longeau		2,091	2,084	
8. Leuzigen		1,048	1,058	
9. Meienried		73	73	
10. Montménil		609	608	
11. Oberwil p. B.		666	652	
12. Perles		1,698	1,749	
13. Rüti p. B.		708	699	
14. Wengi		538	536	
		13,053	13,085	
<i>Berthoud:</i>				
1. Aefligen		544	542	
2. Alchenstorf		665	658	
A reporter		1,209	1,200	

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
3. Bäriswil		496	495
4. Berthoud		9,447	9,477
5. Ersigen		1,034	1,029
6. Hasle p. B.		2,530	2,523
7. Heimiswil		2,237	2,225
8. Hellsau		198	197
9. Hindelbank		1,022	1,020
10. Höchstetten		265	263
11. Kernenried		339	336
12. Kirchberg		2,316	2,307
13. Koppigen		1,325	1,322
14. Krauchthal		2017	2001
15. Lyssach		704	696
16. Mötschwil		192	193
17. Niederösch		303	307
18. Oberburg		3,025	3,019
19. Oberösch		169	166
20. Rüdtligen		561	565
21. Rumendingen		185	186
22. Rüti p. L.		126	126
23. Willadingen		258	258
24. Wynigen		2,509	2,499
		<hr/> 32,467	<hr/> 32,410
<i>Courtelary:</i>			
1. Corgémont		1,284	1,280
2. Cormoret		739	735
3. Cortébert		788	787
4. Courtelary		1,268	1,277
5. Ferrière, la		570	579
6. Heutte, la		399	399
		<hr/> 5,048	<hr/> 5,057
	A reporter		

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
7. Mont-Tramelan		134	149	
8. Orvin		792	786	
9. Péry		1,191	1,199	
10. Plagne		266	267	
11. Renan		1,401	1,394	
12. Romont		159	159	
13. St-Imier		7,011	7,016	
14. Sonceboz-Sombeval		1,240	1,242	
15. Sonvilier		1,926	1,921	
16. Tramelan-dessous		1,494	1,499	
17. Tramelan-dessus		3,726	3,732	
18. Vauffelin		296	293	
19. Villeret		1,409	1,411	
		<u>26,093</u>	<u>26,116</u>	
<i>Delémont:</i>				
1. Bassecourt		1,171	1,160	
2. Boécourt		640	635	
3. Bourrignon		320	328	
4. Courfaivre		836	832	
5. Courroux		1,570	1,566	
6. Courtételle		1,261	1,243	
7. Delémont		6,583	6,619	
8. Develier		616	609	
9. Ederswiler		109	111	
10. Glovelier		716	730	
11. Mettemberg		127	126	
12. Montsevelier		432	427	
13. Movelier		290	283	
14. Pleigne		451	450	
15. Rebeuvelier		387	398	
		<u>15,509</u>	<u>15,117</u>	
	A reporter			

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
		15,509	15,517
16. Rebévelier		45	46
17. Roggenbourg		210	209
18. Saulcy		244	255
19. Soulce		350	351
20. Soyhières		491	491
21. Undervelier		530	539
22. Vermes		506	503
23. Vicques		679	695
		<hr/> 18,564	<hr/> 18,606

Cerlier:

1. Bretièges	559	559
2. Cerlier	836	831
3. Finsterhennen	347	346
4. Chules	757	746
5. Champion	741	731
6. Anet	1,941	1,937
7. Locraz	335	334
8. Monsemier	648	647
9. Mullen	47	46
10. Siselen	575	571
11. Treiteron	365	365
12. Tschugg	455	452
13. Fénil	411	407
	<hr/> 8,017	<hr/> 7,972

Fraubrunnen:

1. Bätterkinden	1,534	1,535
2. Ballmoos	44	46
3. Bangerten	174	174
4. Büren zum Hof	282	291
5. Deisswil p. M.	112	110
	<hr/> 2,146	<hr/> 2,156
A reporter		

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
6. Diemerswil		249	250	
7. Etzelkofen		260	262	
8. Fraubrunnen		495	491	
9. Grafenried		602	591	
10. Jegenstorf		1,075	1,099	
11. Iffwil		369	366	
12. Limpach		420	419	
13. Mattstetten		347	345	
14. Moosseedorf		768	769	
15. Mülchi		283	278	
16. Münchenbuchsee		2,282	2,269	
17. Münchringen		217	221	
18. Ruppoldsried		207	206	
19. Schalunen		174	173	
20. Scheunen		107	109	
21. Urtenen		1,147	1,132	
22. Utzenstorf		2,142	2,146	
23. Wiggiswil		124	128	
24. Wyler p. U.		398	401	
25. Zauggenried		331	328	
26. Zielebach		202	195	
27. Zuzwil		268	267	
		14,613	14,601	

Franches-Montagnes :

1. Bémont	429	430
2. Bois, les	1,171	1,172
3. Breuleux, les	1,332	1,324
4. Chaux, la	211	209
5. Enfers, les	171	178
6. Epauvillers	258	256

A reporter	3,572	3,569
------------	-------	-------

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
7. Epiqueurez		3,572	3,569
8. Goumois		181	182
9. Montfaucon		241	248
10. Montfauvergier		576	588
11. Muriaux		98	96
12. Noirmont		762	782
13. Peuchapatte		1,788	1,785
14. Pommerats, les		90	91
15. Saignelégier		349	346
16. St-Brais		1,561	1,578
17. Soubey		389	393
		326	319
		<hr/> 9,933	<hr/> 9,977

Frutigen:

1. Adelboden	2,045	2,054
2. Aeschi p. Sp.	1,248	1,227
3. Frutigen	4,743	4,762
4. Kandergrund	781	775
5. Kandersteg	727	727
6. Krattigen	553	553
7. Reichenbach	2456	2398
	<hr/> 12,553	<hr/> 12,496

Interlaken:

1. Beatenberg	1,081	1,094
2. Bönigen	1,544	1,528
3. Brienz	2,474	2,487
4. Brienzwiler	594	584
5. Därigen	391	391
6. Grindelwald	2,998	2,942
7. Gsteigwyler	350	347
8. Gündlischwand	336	333
9. Habkern	708	704

A reporter 10,476 10,410

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
10. Hofstetten		401	400	
11. Interlaken		3,621	3,578	
12. Iseltwald		521	520	
13. Isenfluh		118	114	
14. Lauterbrunnen		2,593	2,552	
15. Leissigen		589	589	
16. Lütschenthal		404	405	
17. Matten p. I.		1,909	1,879	
18. Niederried p. I.		216	215	
19. Oberried p. I.		528	524	
20. Ringgenberg		1,386	1,371	
21. Saxeten		149	149	
22. Schwanden p. B.		286	321	
23. Unterseen		3,217	3,217	
24. Wilderswil		1,625	1,614	
		<u>28,039</u>	<u>27,858</u>	

Konolfingen:

1. Aeschlen	319	318
2. Arni	1,124	1,121
3. Ausserbirrmoos	517	512
4. Biglen	1,097	1,101
5. Bleiken	343	339
6. Bowil	15,32	1,533
7. Brenzikofen	341	340
8. Freimettigen	234	235
9. Grosshöchstetten	1,085	1,095
10. Gysenstein	1,890	1,882
11. Häutligen	252	248
12. Herbligen	346	345
13. Innerbirrmoos	579	571
14. Kiesen	460	460

A reporter 10,119 10,100

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
15. Landiswil		890	892
16. Mirchel		457	453
17. Münsingen		3,436	3,554
18. Niederhünigen		536	535
19. Niederwichtlach		807	799
20. Oberdiessbach		1,597	1,616
21. Oberthal		867	868
22. Oberwichtlach		804	807
23. Oppligen		420	409
24. Otterbach		322	322
25. Rubigen		1,547	1,546
26. Schlosswil		811	800
27. Stalden i. E.		860	867
28. Tägertschi		316	316
29. Walkringen		2,003	2,012
30. Worb		4297	4319
31. Zäziwil		1256	1254
		<hr/> 31,345	<hr/> 31,469
<i>Laufon:</i>			
1. Blauen		310	309
2. Brislach		451	450
3. Bourg, la		172	175
4. Dittingue		416	419
5. Duggingen		501	497
6. Grellingue		1,030	1,037
7. Laufon		2,508	2,502
8. Liesberg		891	889
9. Nenzlingen		271	272
10. Rœschenez		705	699
11. Wahlen		483	481
12. Zwingen		749	750
		<hr/> 8,487	<hr/> 8,480

	<i>Laupen:</i>	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
1. Clavaleyres		99	97	
2. Dicki		386	384	
3. La Baumette		914	928	
4. Frauenkappelen		632	638	
5. Golaten		332	335	
6. Gurbrü		230	228	
7. Laupen		1,305	1,299	
8. Mühleberg		2,599	2,582	
9. Villars-les-Moines		353	346	
10. Neuenegg		2378	2371	
11. Wileroltigen		319	315	
		9,547	9,523	
	<i>Moutier:</i>			
1. Belprahon		131	130	
2. Bévilard		851	850	
3. Champoz		220	225	
4. Châtelat		199	204	
5. Châtillon		299	295	
6. Corban		407	414	
7. Corcelles		177	175	
8. Courchapoix		243	241	
9. Courrendlin		2,009	2,008	
10. Court		1,292	1,286	
11. Crémines		512	513	
12. Eschert		345	341	
13. Genevez		636	630	
14. Grandval		296	303	
15. Lajoux		597	595	
16. Loveresse		410	408	
17. Malleray		1335	1331	
18. Mervelier		462	467	
	A reporter	10,421	10,416	

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
19. Monible		57	52
20. Moutier		4,631	4,636
21. Perrefitte		414	413
22. Pontenet		295	295
23. Reconvilier		2,059	2,039
24. Roches		280	286
25. Rossemaison		259	264
26. Saicourt		981	975
27. Saules		183	183
28. La Scheulte (Schelten)		83	84
29. Elay (Seehof)		113	121
30. Sornetan		171	164
31. Sorvilier		444	441
32. Souboz		236	240
33. Tavannes		3,006	3,011
34. Vellerat		112	110
		<hr/> 23,745	<hr/> 23,730

Neuveville:

1. Diesse	372	369
2. Lamboing	530	533
3. Neuveville	2,511	2,521
4. Nods	689	684
5. Prêles	444	441
	<hr/> 4,546	<hr/> 4,548

Nidau:

1. Aegerten	712	710
2. Belmont	353	354
3. Brügg	1,328	1,321
4. Bühl	241	237
5. Epsach	315	317
	<hr/>	<hr/>

A reporter 2,949 2,939

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
6. Hagneck		124	122	
7. Hermrigen		305	306	
8. Jens		450	452	
9. Ipsach		282	281	
10. Gléresse		475	472	
11. Merzligen		223	223	
12. Mörigen		190	188	
13. Nidau		2,547	2,543	
14. Orpond		769	762	
15. Port		423	422	
16. Safnern		798	792	
17. Scheuren		274	272	
18. Schwadernau		392	386	
19. Studen		534	537	
20. Sutz-Lattrigen		433	426	
21. Täuffelen		1,046	1,047	
22. Daucher-Alfermée		299	298	
23. Douanne		845	835	
24. Walperswil		638	628	
25. Worben		997	991	
		<u>14,993</u>	<u>14,922</u>	

Oberhasle:

1. Gadmen	477	476
2. Guttannen	298	302
3. Hasleberg	944	946
4. Innertkirchen	937	925
5. Meiringen	2,996	3,002
6. Schattenhalb	855	854
	<u>6,507</u>	<u>6,505</u>

12 décembre
1921

<i>Porrentruy:</i>		Population domiciliée	Population de fait
1. Alle		1,213	1,207
2. Asuel		336	339
3. Beurnevésin		246	245
4. Boncourt		1,120	1,145
5. Bonfol		1,173	1,162
6. Bressaucourt		424	417
7. Buix		554	552
8. Bure		628	622
9. Charmoille		562	561
10. Chevenez		862	862
11. Cœuve		699	703
12. Cornol		942	932
13. Courchavon		292	289
14. Courgenay		1,480	1,488
15. Courtedoux		679	681
16. Courtemaîche		776	775
17. Dampfreux		289	288
18. Damvant		280	282
19. Fahy		488	486
20. Fontenais		1,056	1,056
21. Fregiécourt		194	190
22. Grandfontaine		403	401
23. Lugnez		298	297
24. Miécourt		494	493
25. Montenol		77	79
26. Montignez		323	321
27. Montmelon		207	214
28. Ocourt		240	238
29. Pleujouse		105	101
30. Porrentruy		6,358	6,419
31. Réclère		291	288
A reporter		23,089	23,133

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
32. Roche d'Or		23,089	23,133	
33. Rocourt		97	100	
34. St. Ursanne		217	211	
35. Seleute		1,149	1,142	
36. Vendlincourt		110	111	
		662	659	
		<u>25,324</u>	<u>25,356</u>	
<i>Gessenay:</i>				
1. Châtelet		854	859	
2. Lauenen		675	673	
3. Gessenay		4,534	4,550	
		<u>6,063</u>	<u>6,082</u>	
<i>Schwarzenbourg:</i>				
1. Albligen		661	655	
2. Guggisberg		2,827	2,806	
3. Rüschegg		2,364	2,296	
4. Wahlern		5,286	5,247	
		<u>11,138</u>	<u>11,004</u>	
<i>Seftigen:</i>				
1. Belp		3,235	3,288	
2. Belpberg		474	472	
3. Burgistein		997	998	
4. Englisberg		544	542	
5. Gelterfingen		295	293	
6. Gerzensee		822	823	
7. Gurzelen		745	738	
8. Jaberg		164	162	
9. Kaufdorf		420	421	
10. Kehrsatz		812	814	
11. Kienersrütti		63	63	
12. Kirchdorf		607	609	
		<u>9,178</u>	<u>9,223</u>	
A reporter				

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
		9,178	9,223
13. Kirchenthurnen		211	202
14. Lohnstorf		158	160
15. Mühledorf		193	191
16. Mühlethurnen		660	655
17. Niedermuhlern		626	621
18. Noflen		220	220
19. Riggisberg		1,800	1,810
20. Rüeggisberg		2,590	2,549
21. Rümliigen		402	401
22. Rüti p. R.		551	584
23. Seftigen		903	902
24. Toffen		822	897
25. Uttigen		567	553
26. Wattenwil		2,169	2,134
27. Zimmerwald		740	729
		21,790	21,831
<i>Signau :</i>			
1. Eggiwil		2,787	2,766
2. Langnau		8,667	8,687
3. Lauperswil		2,716	2,697
4. Röthenbach i. E.		1,408	1,402
5. Rüderswil		2,311	2,305
6. Schangnau		1,062	1,082
7. Signau		2,752	2,752
8. Trub		2,485	2,472
9. Trubschachen		847	848
		25,035	25,011
<i>Bas-Simmenthal :</i>			
1. Därstetten		832	831
2. Diemtigen		1,943	1,944
	A reporter	2,775	2,775

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
3. Erlenbach		1,382	1,377	
4. Niederstocken		206	205	
5. Oberstocken		203	201	
6. Oberwil		1,101	1,091	
7. Reutigen		769	754	
8. Spiez		4,547	4,545	
9. Wimmis		1,471	1,458	
		12,454	12,406	
<i>Haut-Simmenthal:</i>				
1. Boltigen		1,873	1,873	
2. Lenk		1,758	1,735	
3. St-Etienne		1,272	1,272	
4. Zweisimmen		2,646	2,659	
		7,549	7,539	
<i>Thoune:</i>				
1. Amsoldingen		500	485	
2. Blumenstein		899	877	
3. Buchholterberg		1,494	1,474	
4. Eriz		604	601	
5. Fahrni		777	768	
6. Forst		288	283	
7. Heiligenschwendi		962	1,123	
8. Heimberg		1,468	1,466	
9. Hilterfingen		953	952	
10. Höfen		295	295	
11. Homberg		514	514	
12. Horrenbach-Buchen		341	341	
13. Längenbühl		276	276	
14. Oberhofen pr. Th.		1,111	1,105	
15. Oberlangenegg		636	626	
	A reporter	11,118	11,186	

12 décembre
1921

	Report	Population domicilié	Population de fait
16. Pohlern		198	194
17. Schwendibach		173	173
18. Sigriswil		3,466	3,485
19. Steffisburg		6,682	6,666
20. Teuffenthal		205	202
21. Thierachern		984	981
22. Thoune		14,162	14,711
23. Uebeschi		445	434
24. Uetendorf		2,003	2,001
25. Unterlangenegg		1,003	994
26. Wachseidorn		298	300
27. Zwieselberg		246	245
		<u>40,983</u>	<u>41,572</u>

Trachselwald :

1. Affoltern i. E.	1,162	1,161
2. Dürrenroth	1,463	1,448
3. Eriswil	1,945	1,938
4. Huttwil	4,169	4,222
5. Lützelflüh	3,705	3,698
6. Rüegsau	2,639	2,630
7. Sumiswald	5,714	5,715
8. Trachselwald	1,458	1,451
9. Walterswil	756	752
10. Wyssachen	1,407	1,405
	<u>24,418</u>	<u>24,420</u>

Wangen :

1. Attiswil	973	967
2. Berken	86	87
3. Bettenhausen	403	400
4. Bollodigen	240	240
	<u>1,702</u>	<u>1,694</u>

A reporter

	Report	Population domiciliée	Population de fait	12 décembre 1921
5. Farnern		219	218	
6. Graben		298	292	
7. Heimenhausen		369	370	
8. Hermiswil		104	103	
9. Herzogenbuchsee		2,913	2,931	
10. Inkwil		476	475	
11. Niederbipp		2,574	2,582	
12. Niederönz		486	485	
13. Oberbipp		905	899	
14. Oberönz		345	341	
15. Ochlenberg		914	908	
16. Röthenbach p. H.		282	284	
17. Rumisberg		377	374	
18. Seeburg		1,708	1,694	
19. Thörigen		641	631	
20. Walliswil-Bipp		220	217	
21. Walliswil-Wangen		598	594	
22. Wangen s. A.		1,393	1,385	
23. Wangenried		346	345	
24. Wanzwil		108	109	
25. Wiedlisbach		1,429	1,425	
26. Wolfisberg		207	209	
		18,614	18,565	

Récapitulation:

Aarberg	19,175	19,155
Aarwangen	28,782	28,779
Berne	135,152	136,078
Bienne	35,415	35,421
Büren	13,053	13,085
A reporter	231,577	232,518

12 décembre
1921

	Report	Population domiciliée	Population de fait
Berthoud		231,577	232,518
Courtelary		32,467	32,410
Delémont		26,093	26,116
Cerlier		18,564	18,606
Fraubrunnen		8,017	7,972
Franches-Montagnes		14,613	14,601
Frutigen		9,933	9,977
Interlaken		12,553	12,496
Konolfingen		28,039	27,858
Laufon		31,345	31,469
Laupen		8,487	8,480
Moutier		9,547	9,523
Neuveville		23,745	23,730
Nidau		4,546	4,548
Oberhasle		14,993	14,922
Porrentruy		6,507	6,505
Gessenay		25,324	25,356
Schwarzenbourg		6,063	6,082
Seftigen		11,138	11,004
Signau		21,790	21,831
Bas-Simmenthal		25,035	25,011
Haut-Simmenthal		12,454	12,406
Thoune		7,549	7,539
Trachselwald		40,983	41,572
Wangen		24,418	24,420
		18,614	18,565
	Total *	<u>674,394</u>	<u>675,517</u>

Art. 2. Fait règle comme chiffre officiel de la population, celui de la population domiciliée, c'est-à-dire, le nombre des personnes qui, au moment du recensement,

* Pour le Jura, le total est de 116,692 et 116,813.

étaient domiciliées dans la commune dont il s'agit (sans 12 décembre
égard au fait qu'elles aient été présentes ou momentanément
absentes). 1921

Art. 3. Les nombres consignés en l'art. 1^{er} font règle jusqu'à un nouveau recensement.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois.

Berne, le 12 décembre 1921.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président,

Burren.

Le chancelier,

Rudolf.

27 décembre
1921

Ordonnance

**plaçant sous la surveillance de l'Etat le ruisseau
de Diessbach et ses affluents, dans les communes
d'Aeschlen et d'Ausserbirrmoos.**

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Sur la proposition de la Direction des travaux publics,

arrête :

1° Conformément à l'art. 36 de la loi sur la police des eaux du 3 avril 1857 et par complètement de l'ordonnance du 21 novembre 1919, le ruisseau de Diessbach et ses affluents (Aeschlengraben, Winkelgraben, Juligraben, Spechtenlochgraben, Stöllgraben, Langeneggraben, Tannwaldgraben, Arlennestgraben et Grossgraben), dans les communes d'Aeschlen et d'Ausserbirrmoos, sont mis sous la surveillance de l'Etat.

2° Les communes intéressées soumettront à la sanction du Conseil-exécutif, d'ici au 1^{er} juin 1922, un règlement de digues avec cadastre pour ces cours d'eau ainsi que pour celui dit Barichtigraben.

3° La présente ordonnance sera insérée au Bulletin des lois et publiée de la manière accoutumée.

Berne, le 27 décembre 1921.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,

Burren.

Le chancelier,

Rudolf.

Ordonnance

30 décembre
1921

concernant

les fonctions que les conseils municipaux et les bureaux de vote ont à remplir dans les votations et élections populaires.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu l'art. 56 du décret du 10 mai 1921 concernant le mode de procéder aux votations et élections populaires;

Sur la proposition de la section présidentielle,

arrête:

I. Fonctions des conseils municipaux.

Article premier. Dans les communes municipales divisées en plusieurs circonscriptions politiques, il sera établi un bureau de vote pour chaque circonscription.

Si plusieurs communes sont réunies pour ne former qu'une seule circonscription politique, le bureau de vote est nommé par le conseil de la commune municipale qui est désignée comme chef-lieu de la circonscription, mais toutes les communes qui constituent celle-ci y seront représentées par un membre au moins.

Le local de vote est fourni par la commune du chef-lieu.

30 décembre
1921

Art. 2. Lorsqu'il y a plusieurs locaux de vote dans une circonscription, le président du bureau général dirige le scrutin au local principal. Pour chaque local de vote le bureau comptera au moins cinq membres, dont l'un sera chargé de diriger les opérations.

Art. 3. Toutes contestations concernant la représentation équitable des partis politiques dans les bureaux de vote sont vidées souverainement par le préfet.

Art. 4. Lorsqu'il est établi un local de vote à une gare ou dans son voisinage, l'ouverture du scrutin et la composition du bureau doivent être réglées de manière que tous les citoyens puissent exercer leur droit de suffrage dans ledit local, même si la commune est subdivisée en plusieurs circonscriptions politiques.

Art. 5. Il ne pourra être établi de local de vote ni dans une auberge ni dans les dépendances de pareil établissement.

Une annexe qui n'est pas utilisée comme local à boire et a sa propre entrée n'est pas considérée comme dépendance d'auberge.

Art. 6. Le conseil municipal veille à ce que les locaux de vote soient pourvus de tout le matériel nécessaire pour les scrutins. Sont indispensables :

Deux urnes, dont l'une est destinée à recevoir les cartes d'électeur et l'autre les bulletins de vote ;

une table sur laquelle le bureau puisse déposer les bulletins de vote et les timbrer.

Art. 7. Si un scrutin fédéral et un scrutin cantonal ont lieu simultanément, il sera établi une urne particulière pour l'un et pour l'autre.

Le conseil municipal peut de même, s'il s'agit de plusieurs scrutins cantonaux simultanés, ordonner l'établissement d'urnes particulières pour chacun d'eux.

30 décembre
1921

On pourvoira les urnes d'une suscription claire et bien visible pour chaque scrutin.

Art. 8. Le conseil municipal doit aussi prendre les dispositions nécessaires pour assurer le secret du vote et installer à cet effet des compartiments d'isolement dans le local. Dans les petites circonscriptions politiques, il suffira de placer des tables à une certaine distance les unes des autres.

Le préfet tranche souverainement les contestations, s'il en surgit.

Art. 9. Lorsqu'il est établi plusieurs locaux de vote, le conseil municipal peut fixer la clôture du scrutin à une heure de l'après-midi pour les locaux accessoires.

Art. 10. Le conseil municipal veille à ce que les bulletins de vote et d'élection officiels, ainsi que le nombre nécessaire d'exemplaires des dispositions légales en matière de scrutins, soient à la disposition du bureau dans les locaux de vote, avec les formules de procès-verbal et le matériel qu'il faut pour écrire et pour emballer et sceller les paquets de bulletins et de cartes.

S'il le juge à propos, il lui est loisible de réunir les membres du ou des bureaux de vote avant le jour du scrutin pour leur donner les instructions utiles.

II. Fonctions des bureaux de vote.

Art. 11. Les membres du bureau se réunissent une demi-heure avant le commencement des opérations dans le local de vote auquel ils sont attribués.

30 décembre
1921

Le président, soit le membre qui en fait fonction quant aux bureaux accessoires, leur donne lecture des dispositions du présent chapitre et règle leur service.

Art. 12. Le bureau et ses sections peuvent se diviser en groupes pour la direction et la surveillance des opérations, mais il est nécessaire que pendant toute la durée de celles-ci trois de ses membres, au moins, soient continuellement présents dans le local de vote. Pour les locaux accessoires dans lesquels le nombre des votants ne dépasse habituellement pas cent en moyenne, la présence de deux membres suffit. Le conseil municipal désigne ces locaux de vote.

Art. 13. Le local de vote sera ouvert aux citoyens à dix heures précises, soit, s'il est fixé des heures de scrutin particulières, exactement à celle qui est prévue pour le commencement des opérations.

Le bureau doit veiller à ce que le scrutin ait lieu d'une manière calme et ordonnée (art. 14 et 16 du décret du 10 mai 1921).

Art. 14. Un membre du bureau reçoit les cartes des électeurs et délivre à ceux-ci, sur leur demande, les bulletins officiels de vote. Après vérification, les cartes sont déposées dans l'urne à ce destinée.

Les membres du bureau doivent, autant que possible, s'assurer que la carte est bien celle de la personne qui la remet. Le bureau peut décider que les noms inscrits sur les cartes seront lus à haute voix.

Art. 15. Le bureau est tenu de laisser voter tout citoyen qui se présente muni d'une carte à son nom. S'il a des doutes sur la qualité d'électeur du citoyen, il les consignera au procès-verbal.

Art. 16. Le citoyen qui veut voter par suppléance pour un autre, doit remettre la carte de celui-ci et la procuration avec sa propre carte. Le bureau est tenu de s'assurer si le motif de suppléance invoqué existe effectivement.

30 décembre
1921

Les procurations seront conservées par le bureau, pour être remises avec les cartes d'électeurs au teneur du registre des votants après la clôture du scrutin.

Art. 17. Au besoin, le bureau de vote doit éclairer les citoyens sur la manière de voter (assignation de places pour remplir les bulletins, etc.). Il ne doit en revanche discuter d'aucune façon avec eux quant au contenu même des suffrages. Ses membres, en particulier, ne doivent pas distribuer des bulletins de vote non officiels aux citoyens, ni même rendre ceux-ci attentifs à l'existence de pareils bulletins.

Pour les élections de jurés, les listes de candidats peuvent être déposées dans le local de vote.

Art. 18. Le membre chargé du timbrage des bulletins doit veiller strictement à ce que le citoyen n'en présente qu'un seul pour chaque votation ou élection. Un autre membre surveille particulièrement les urnes destinées à recevoir les bulletins. Il contrôle si le citoyen n'y met pas plus de bulletins que ce n'est licite et veille à ce que ceux-ci soient déposés dans la bonne urne. On ne doit en revanche chercher d'aucune manière à voir ce que contiennent les bulletins.

Art. 19. Le bureau suspend les opérations à l'heure précise fixée et déclare clos le scrutin. Il est interdit de voter une fois cette clôture prononcée.

30 décembre
1921

Art. 20. Pour les scrutins et locaux de vote particuliers, le bureau procède conformément à l'art. 10 du décret du 10 mai 1921.

Dans les locaux de vote où le scrutin était ouvert déjà la veille du jour fixé à titre général, on emploiera pour les opérations de ce jour-ci les mêmes urnes. A cet effet, ces dernières seront rétablies immédiatement avant le commencement du scrutin, le bureau ne devant toutefois pas prendre connaissance de leur contenu.

III. Dépouillement du scrutin.

Art. 21. Au début du dépouillement, les dispositions du présent chapitre seront lues et, au besoin, expliquées au bureau de vote.

Art. 22. Le dépouillement du scrutin est public. Il se fait au local de vote principal. Dans les grandes circonscriptions, il est permis d'opérer le dépouillement ailleurs, mais le conseil municipal doit alors, avant le jour du scrutin, désigner un local à cet effet et en donner connaissance au public.

Art. 23. S'il existe plusieurs locaux de vote dans la circonscription, les urnes des locaux accessoires sont transportées, sans être ouvertes et accompagnées par deux membres du bureau, dans le local principal, où elles sont ensuite descellées et leur contenu mélangé à celui des urnes de ce local avant que le dépouillement ne puisse commencer.

Pour les petits locaux accessoires distants de plus de 2 km. environ du local principal, les urnes peuvent être ouvertes dans ces locaux mêmes. En pareil cas, les cartes et bulletins de vote seront emballés séparément et scellés, sans avoir été comptés, puis transportés

par un membre du bureau dans le local principal, où il est alors procédé en conformité du premier paragraphe ci-dessus. Le conseil municipal désigne les locaux pour lesquels on appliquera ce mode de faire.

30 décembre
1921

Art. 24. Le dépouillement dans le local principal doit s'effectuer avec la coopération d'un membre au moins du bureau de chaque local accessoire.

Art. 25. Pour la vérification et le dénombrement des cartes et des bulletins, le bureau peut se diviser en sections, un même travail devant cependant toujours être fait par deux membres au moins.

Art. 26. Les cartes d'électeur sont d'abord sorties de l'urne et comptées, puis l'on vide l'urne des bulletins.

Art. 27. S'il n'a été employé qu'une seule et même urne pour des scrutins différents, on commence par trier les diverses espèces de bulletins. Le dépouillement se fait au surplus dans l'ordre suivant: votations fédérales, cantonales, communales; élections fédérales, cantonales, communales.

Art. 28. Dans le dépouillement des bulletins, on commence par déterminer le nombre total de ceux-ci pour chacune des votations ou élections.

Ensuite chacune des sections du bureau fait de ses bulletins quatre groupes, comprenant le premier les bulletins valables, le second les bulletins blancs, le troisième les bulletins nuls ou douteux et le quatrième, enfin, les bulletins qui, sans être nuls, doivent encore faire l'objet de radiations selon l'art. 29 ci-après.

Art. 29. Tout d'abord les bulletins nuls et les bulletins douteux sont soumis au bureau, qui décide souverainement de leur validité.

30 décembre
1921

Puis l'on traite les bulletins du quatrième groupe. Si un de ces bulletins porte plusieurs fois le même nom, celui-ci n'est compté qu'une fois (réserve faite des cas où il s'agit d'élections suivant le système de la représentation proportionnelle).

Si un bulletin porte plus de noms qu'il n'y a de personnes à élire, on biffera ceux qui sont de trop, en commençant par le bas, la radiation devant toutefois être opérée d'abord sur les noms imprimés.

Les radiations effectuées par le bureau doivent être rendues reconnaissables comme telles (crayon rouge). Il est interdit au bureau de modifier ou compléter ce qui est écrit sur les bulletins (rectification de l'orthographe de noms, etc.).

Cette mise au point faite, les bulletins susmentionnés sont joints aux bulletins valables.

Art. 30. La validité d'un bulletin doit être appréciée selon l'art. 19 du décret du 10 mai 1921. Un bulletin est nul, par exemple, lorsque dans le cas d'élection il porte un „oui“ ou un „non“, soit des noms de candidats dans le cas de votation, lorsqu'il présente un signe indistinctif, ou n'est pas conforme aux prescriptions concernant les bulletins non officiels, etc., et particulièrement lorsqu'il n'est pas timbré.

Les sections du bureau ne peuvent décider de leur chef si un bulletin est valable ou non. C'est le bureau dans son ensemble qui est compétent à cet égard, de même qu'il statue en général sur tous les cas douteux (noms malaisés à déchiffrer, etc.).

Art. 31. Les sections du bureau procèdent ensuite à la détermination du contenu et au dénombrement des bulletins. La détermination du résultat général, par récapitulation des résultats constatés dans les diverses sections, a lieu suivant les ordres du président du bureau.

IV. Etablissement du procès-verbal et formalités subséquentes.

30 décembre
1921

Art. 32. Les opérations de toute votation et de toute élection feront l'objet d'un procès-verbal, qui sera dressé en deux doubles sur la formule officielle.

Ce procès-verbal énoncera :

- 1° Le nombre des citoyens qui possèdent le droit de vote, suivant le registre électoral ;
- 2° le nombre des cartes d'électeur rentrées ;
- 3° le nombre total des bulletins rentrés ;
- 4° le nombre des bulletins blancs ;
- 5° le nombre des bulletins nuls ;
- 6° le nombre des bulletins entrant en ligne de compte (bulletins valables) ;
- 7° s'il s'agit de votations, le nombre des acceptants et celui des rejetants ;
- 8° s'il s'agit d'élections, les noms de tous les candidats qui ont obtenu des voix et le nombre de celles-ci.

Le procès-verbal est signé au nom du bureau par le président et le secrétaire.

Il est loisible aux membres du bureau qui ont des remarques à formuler relativement au contenu du procès-verbal de les faire consigner au pied de celui-ci.

Art. 33. Au procès-verbal seront jointes :

- 1° Les observations que le bureau aurait à faire quant au droit de vote de certains citoyens ;
- 2° celles que des citoyens habiles à voter auraient présentées par écrit ;
- 3° les décisions du bureau concernant la validité de bulletins.

Art. 34. Dès la clôture du dépouillement un des doubles du procès-verbal sera adressé à la Chancellerie

30 décembre
1921

d'Etat, avec les annexes s'il y a lieu (art. 33). L'autre double sera remis au secrétaire municipal, pour être versé aux archives communales.

Les procès-verbaux relatifs aux élections de députés et de jurés seront envoyés non pas à la Chancellerie d'Etat, mais à la préfecture.

Art. 35. Les cartes de vote seront mises sous scellés et rendues au teneur du registre électoral. S'il y a lieu à un second tour de scrutin, ce fonctionnaire peut renvoyer les cartes aux citoyens; autrement il les conserve sous scellés jusqu'à ce que le résultat de la votation ou de l'élection soit établi définitivement.

Art. 36. Les bulletins seront réunis pour chaque votation ou élection en paquets distincts, qui seront scellés et envoyés à la Chancellerie d'Etat, avec les procurations pour les votes par suppléance.

Les bulletins blancs et ceux qui auront été déclarés nuls seront mis en paquets distincts pour chaque scrutin et pourvus d'une suscription appropriée.

Art. 37. Le bureau communique les résultats du scrutin à la préfecture, par télégraphe ou par téléphone, dès que le dépouillement est terminé.

V. Dispositions pénales et finales.

Art. 38. Les contraventions à la présente ordonnance sont passibles d'une amende de 1 à 200 fr. (décret du 1^{er} mars 1858).

Art. 39. La détermination des résultats d'élections faites suivant le système de la représentation proportionnelle sera réglée par une ordonnance particulière.

Art. 40. La présente ordonnance déploiera ses effets dès la date qui sera fixée pour l'entrée en vigueur du décret sur les votations et élections populaires du 10 mai 1921.

30 décembre
1921

Elle abroge les deux ordonnances du 15 juillet 1905 concernant les devoirs des conseils communaux et les fonctions des bureaux de vote en matière de votations populaires et d'élections publiques.

Berne, le 30 décembre 1921.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président,

Burren.

Le chancelier,

Rudolf.